



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT MOROCCO

وكالة حساب تحدي الألفية-المغرب

**Deuxième programme de coopération entre le
Gouvernement du Royaume du Maroc et la Millennium
Challenge Corporation
-Compact II-**

SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE CADRE DU
COMPACT II

SGES-CADRE

Septembre 2017

Table des matières

1. INTRODUCTION	2
2. PRINCIPAUX OBJECTIFS DU SGES-CADRE	3
3. CADRE LEGAL/ REGLEMENTAIRE ET LIGNES DIRECTRICES	3
4. DECLARATION DE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	4
5. ENJEUX ET OPPORTUNITES	5
5.1 Enjeux environnementaux et sociaux	5
5.2 Bénéfices économiques, environnementaux et sociaux	5
6. EXIGENCES EN MATIÈRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	6
6.1 Compréhension des risques et avantages environnementaux et sociaux des activités	7
6.2 Engagement des parties prenantes et gestion des doléances	12
6.3 Programme de Gestion Environnemental et Social	14
6.4 Suivi de la conformité, rapports d'évaluation du SGES	15
7. MISE EN ŒUVRE DU SGES-CADRE	16
7.1 Responsabilités des parties, Procédures et modalités d'approbation	16
7.2 Démarrage du SGES	16
7.3. Structures en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre du SGES	16
7.4 Examen périodique et révision du SGES	17
8. PREPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE	19
ANENEXES	20
ANNEXE 1 : Consistance des projets du Compact	20
ANNEXE 2 : Cadre légal et réglementaire national afférent aux évaluations environnementales et sociales & Normes de performances de la SFI.	26
ANNEXE 3 : Organigramme	27

1. INTRODUCTION

Les performances environnementales et sociales (PES) sont systématiquement intégrées dans l'ingénierie et le management du Compact et ce, depuis les premières phases de conception jusqu'à la phase de post-clôture. Ainsi, les critères environnementaux et sociaux-genre ont été pris en considération dans la scorecard qui a confirmé l'éligibilité du Royaume du Maroc au financement d'un deuxième Compact par *Millennium Challenge Corporation* (MCC).

De même, la due diligence (diligence raisonnable) environnementale et sociale a fait partie intégrante de l'étude de faisabilité générale du programme proposé par le Gouvernement du Maroc au même titre que les aspects techniques, financiers et économiques. Avant l'approbation définitive des projets éligibles au financement, ces derniers ont fait l'objet d'une évaluation préalable des impacts environnementaux et sociaux potentiels (voir la consistance des projets en annexe 1).

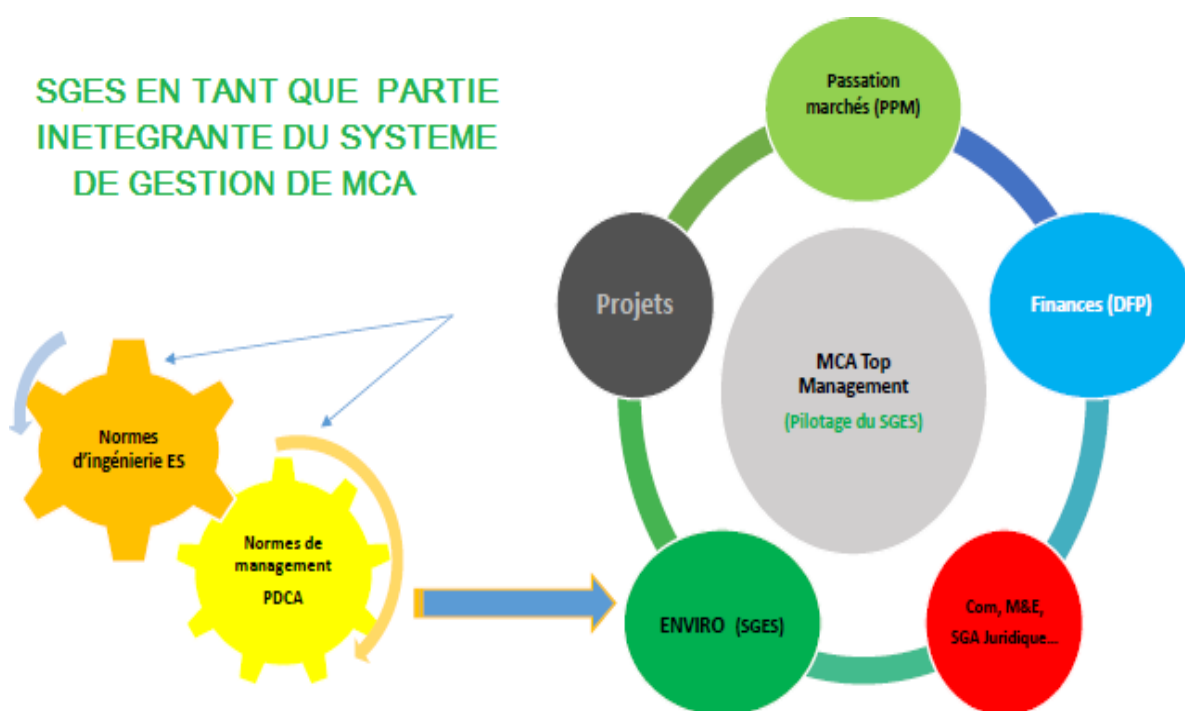
Dans le cadre de la préparation de l'entrée en vigueur du Compact, l'Agence MCA-Morocco (MCA-Morocco), avec l'appui technique de MCC, a élaboré le présent Système de Gestion Environnementale et Sociale Cadre (SGES-Cadre) qui respecte la norme de performance environnementale et sociale N° 1 de la Société financière internationale (SFI). Il fera ainsi partie du système de management de MCA-Morocco et des entités d'exécution et s'appliquera aux différentes activités du Compact. Le Conseil d'orientation stratégique (COS) a pris acte de ce document lors de la session du 24 mai 2017.

Ce SGES-Cadre sera développé davantage aussi bien au niveau des aspects opérationnels qu'au niveau des procédures de mise en œuvre, une fois que le Bureau de consultants spécialisé en supervision environnementale et sociale (ESOC) sera recruté par le MCA.

2. PRINCIPAUX OBJECTIFS DU SGES-CADRE

Le présent SGES-Cadre vise à orienter la politique environnementale et sociale du Compact et définit les grandes lignes permettant de :

1. Identifier, évaluer et gérer les risques et les impacts environnementaux et sociaux du projet tout au long de son cycle de vie (conception, mise en œuvre et suivi des projets) ;
2. Promouvoir l'amélioration des performances environnementales et sociales et le système de gouvernance du Compact par toutes les parties prenantes ;
3. Mobiliser les moyens appropriés, humains et matériels, dans la perspective de mieux comprendre les enjeux environnementaux et sociaux tout en assurant l'engagement éclairé des parties prenantes.



3. CADRE LEGAL/ REGLEMENTAIRE ET LIGNES DIRECTRICES

La politique environnementale de MCC fait partie de la loi l'ayant établi. Cette politique s'articule autour des principes suivants :

- (i) un processus d'évaluation environnementale et sociale (ES) des projets objet de chaque Compact afin d'identifier les risques et les impacts potentiels, de catégoriser chaque projet selon la grille adoptée (A, B, C ou D : du plus critique au moins critique) et de conduire les analyses environnementales et sociales appropriées ;
- (ii) MCC ne finance pas une activité qui présente des risques environnementaux, sociaux ou de santé-sécurité significatifs ;
- (iii) Les projets du Compact doivent être mis en œuvre conformément aux Normes de Performance environnementales et sociales en matière de durabilité de la SFI ;

- (iv) Le respect de la réglementation environnementale et sociale du pays bénéficiaire du Compact (processus consultatif, lois et règlements, conventions régionales et/ou internationales ratifiées par le Maroc).

En plus des normes de performance de la SFI, les Directives environnementales de MCC renvoient à la politique opérationnelle relative (i) à la réinstallation involontaire (OP 4.12) (ii) aux directives techniques, environnementales, sociales et de santé-sécurité du Groupe de la Banque mondiale (iii) à la politique générale concernant le genre, le VIH/SIDA et aux exigences ES du Gouvernement américain (ex : pesticides).

Le SGES-cadre présente en annexe 2 les principales lois et règlements marocains ainsi que les politiques et les normes de performances qui s'appliqueront aux projets financés par MCC. En cas de différences entre ces références, les plus exigeantes seront appliquées.

Un système de veille légale et réglementaire environnementale et sociale sera développé davantage par l'ESOC en vue d'assurer la conformité continue des activités du Compact avec le cadre légal et réglementaire marocain, celui de MCC ainsi que les exigences des parties prenantes en vigueur. Cette démarche permettra également d'anticiper les besoins d'adaptation pour les nouvelles dispositions légales et réglementaires en cours d'élaboration.

4. DECLARATION DE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le Directeur de la performance environnementale et sociale de MCA-Morocco veillera, sous la supervision du Directeur général de MCA-Morocco, à ce que tous les investissements soient conçus, mis en œuvre et suivis conformément au présent SGES-Cadre.

Les directeurs de projets (foncier rural, foncier industriel, formation professionnelle et éducation secondaire, infrastructures) sont responsables de la mise en œuvre de la politique environnementale et sociale et les performances environnementale et sociale des projets sont rapportées au Conseil d'orientation stratégique régulièrement.

D'autre part et conformément à sa Politique de sauvegarde environnementale et sociale, MCA-Morocco, ne peut financer :

- des projets qui pourraient induire des activités prohibées par le cadre légal et réglementaire marocain et/ou par les directives de MCC (www.mcc.gov) ;
- des projets qui peuvent avoir, en raison de leur nature, de leur emplacement ou de leur sensibilité des impacts environnementaux et sociaux négatifs conséquents ou qui contreviendraient aux plans de développement régionaux/locaux, aux plans d'aménagement et/ou aux documents d'urbanisme approuvés ;
- des projets qui induiraient, accroitraient ou exacerberaient des conflits dans les communautés ;
- des projets qui induiraient et/ou accroitraient des inégalités sociales ou de genre dans les communautés.

Il est à signaler que le Directeur général signera la politique environnementale et sociale du SGES.

5. ENJEUX ET OPPORTUNITES

Le SGES-Cadre identifie et prend en considération dans la gestion des activités du Compact deux types d'impacts et d'enjeux. Les premiers sont les impacts/enjeux environnementaux et sociaux négatifs qui risquent potentiellement de contrevenir aux lois et règlements nationaux, aux normes de performances de la SFI et aux Lignes directrices environnementales de MCC.

Les seconds, concernent les opportunités/impacts environnementaux et sociaux positifs susceptibles d'être générés par les activités du Compact.

Le SGES-Cadre fournit des directives et des orientations qui permettent d'éviter, d'atténuer et/ou de compenser les impacts environnementaux et sociaux négatifs et à l'inverse aussi de valoriser les impacts positifs.

5.1 Enjeux environnementaux et sociaux

Les effets négatifs potentiels liés aux projets du Compact peuvent potentiellement revêtir différentes formes de dégradation de la qualité de l'environnement naturel (Eau, air, couvert forestier, productivité des sols), des services écosystémiques (bassins hydrographiques, milieu forestiers) et de la diversité biologique. Les impacts sociaux négatifs peuvent inclure la réduction de l'accès aux ressources naturelles, la perte de revenus et des opportunités d'emplois, l'accroissement des inégalités, la marginalisation de certains groupes sociaux ou la précarisation des conditions de vies des groupes vulnérables. D'autres types d'impacts négatifs pourraient également compromettre la viabilité ou la durabilité des investissements et/ou des projets du Compact.

Les directives mentionnées dans le présent SGES permettent d'orienter les prestations fournies par les parties prenantes dans le cadre du Compact dans la perspective d'éviter, d'atténuer et de compenser si besoin est, les impacts environnementaux et sociaux pouvant être induits par le Compact ; et à l'inverse, de valoriser les impacts environnementaux et sociaux positifs. Ces directives accordent par ailleurs une place particulière à l'information, l'implication et l'intégration des parties prenantes, à l'approche genre, à l'inclusion sociale et aux populations pouvant être affectées par le projet, surtout celles qui sont vulnérables.

5.2 Bénéfices économiques, environnementaux et sociaux

Les projets du Compact « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier » auront des retombées positives importantes sur une grande tranche de la population. L'approche holistique adoptée durant les différentes phases d'évolution de ces projets et de due diligence (croisement des analyses techniques, environnementales et sociales) et les niveaux d'exigences auxquels tous ces projets sont soumis devraient permettre de valoriser et d'optimiser davantage les impacts positifs de ces projets ainsi que les bénéfices qui en résultent à plusieurs niveaux.

Sur le plan économique, ces projets devraient permettre d'améliorer leurs productivités et par voie de conséquence les revenus et le niveau de vie des foyers concernés :

- le foncier rural, à travers la melkisation et la sécurisation des droits de propriétés des terres identifiés comme principaux obstacles à l'investissement pour une meilleure valorisation des terres ;
- le foncier industriel, en améliorant les infrastructures de base des ZI parfois dégradées et en promouvant de nouveaux modèles de gestion et de développement des ZI qui recourent davantage au partenariat Public/Privé.

- les jeunes bénéficiant de la formation de base et professionnelle qui améliorent leurs compétences et leur accessibilité à des emplois qualifiés.
- les retombées de l'activité Gouvernance du foncier en termes d'investissements, de création de richesses, et d'améliorations des revenus des populations, etc.

Quant à la dimension sociale et environnementale de ce projet, les approches adoptées en amont du processus de planification et de conception ont cherché à identifier les principaux enjeux environnementaux, mais aussi les parties prenantes aux projets pour apprécier autant les incidences environnementales potentielles que les effets collatéraux sociaux qui peuvent être induits ou exacerbés par les projets, ainsi que les populations pouvant être affectées par le projet (PAP), surtout celles qui sont vulnérables.

Le SGES opérationnel (dit SGES) sera développé par l'ESOC sur la base de ce SGES-Cadre. Le SGES prendra en considération tous les impacts environnementaux et sociaux négatifs et positifs potentiels, en intégrant (i) les questions de genre, (ii) les mesures adoptées pour éviter certains impacts négatifs et le cas échéant les atténuer et au besoin les compenser ; (iii) les dispositions appropriées pour valoriser les impacts positifs ; et ce durant les différentes phases du projet (phases de conception et de planification, phase de réalisation et d'exploitation). Les questions d'équité, d'égalité des chances, d'amélioration des moyens de subsistance et de protection sociale figurent parmi les avantages sociaux que MCA-Morocco entend maximiser.

Le SGES, une fois développé, présentera un tableau de bord et des indicateurs qui permettront d'assurer le suivi des performances environnementales et sociales et au besoin d'adopter des mesures (supplémentaires ou de substitution) de mitigation des impacts négatifs ou/ d'optimisation des effets positifs requis.

6. EXIGENCES EN MATIÈRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Les domaines d'intervention du Compact concernent la gouvernance du foncier, le foncier industriel et rural, l'éducation secondaire et la formation professionnelle. Ces projets ont des objectifs à atteindre et des exigences environnementales et sociales à respecter et qui requièrent :

- une bonne compréhension des risques et des avantages environnementaux et sociaux liés aux activités ;
- l'intégration des considérations environnementales et sociales dans les différentes étapes de conception, réalisation et suivi des activités ;
- l'implication des Parties Prenantes via :
 - l'information et engagement des parties prenantes ;
 - l'élaboration et mise en œuvre des mécanismes de règlements des différends.
- la conception et la mise en œuvre effective des plans de gestion environnementale et sociale ;
- un suivi régulier assorti de rapports d'évaluation de la conformité des performances environnementales et sociales.

6.1 Compréhension des risques et avantages environnementaux et sociaux des activités

Les directives environnementales de MCC visent à « s'assurer que les projets entrepris dans le cadre des programmes financés par MCC respectent l'environnement, qu'ils sont en conformité avec les exigences légales et réglementaires nationales applicables et qu'ils ne sont pas susceptibles de causer un danger significatif pour l'environnement, la santé ou la sécurité ». Ces directives stipulent que tous les projets doivent être conçus, mis en œuvre et suivis en tenant compte des considérations environnementales et sociales. Les normes de performances de la SFI fournissent les critères spécifiques à respecter dans le cadre des projets.

Le schéma suivant présente et compare les avantages et les limites du modèle séquentiel (cas classique) et le modèle synchronisé d'intégration environnementale et sociale adopté par le Compact.

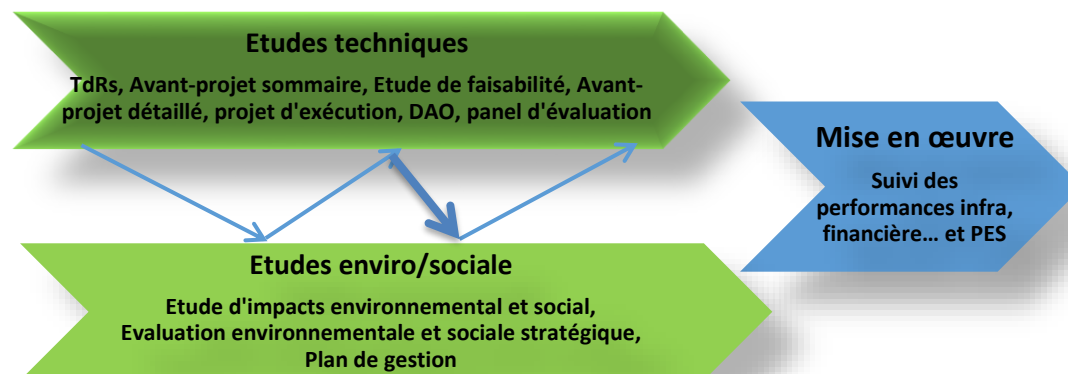
Schéma comparatif entre le modèle séquentiel et le modèle synchronisé en matière d'intégration des PES dans les projets

I- Schéma séquentiel : déroulement séparé des études techniques et des études environnementales et sociales (cas classique)



Avantages	Inconvénients
Pas de chevauchement	Difficultés d'adaptation
Equipes distinctes	Surcoûts dus aux mesures de mitigation
	Délais supplémentaires

II- Schéma synchronisé : intégration des études techniques et des études environnementales et sociales (cas du Compact)



Avantages	Inconvénients
Intégration technique et PES optimisée	Nécessite des capacités techniques, organisationnelles et managériales de haut niveau, au niveau de l'équipe projet.
Optimisation des moyens	
Gain de temps et de budget	

Les projets du Compact doivent se conformer aux principes suivants :

1. Recherche de moyens pour éviter autant que possible les impacts et les risques environnementaux et sociaux négatifs dès les premières phases de conception des projets. Dans le cas où les impacts négatifs ne peuvent pas être évités, des mesures d'atténuation doivent être envisagées pour réduire ces impacts à des seuils acceptables et les impacts résiduels doivent être compensés.
2. Anticipation des changements potentiels de l'environnement et/ou des activités communautaires qui peuvent avoir des effets négatifs sur la viabilité et la durabilité du projet.
3. Identification et analyse des impacts environnementaux et sociaux négatifs et les risques liés au projet directs, indirects et les effets cumulatifs, en prenant en considération le périmètre d'influence du projet. La norme de performance N°1 de la SFI qui définit la «zone d'influence d'un projet » et le principe d'unicité et de non fragmentation du projet doivent être respectés.
4. Consultation et engagement des parties prenantes pour déterminer les éléments clés des projets ou activités susceptibles d'avoir un impact sur leurs moyens de subsistance et sur l'accès aux ressources, recueillir leurs appréciations et enfin s'assurer de leur adhésion au projet.
5. Promotion des pratiques de travail équitables, de protection des travailleurs, de sécurité, de santé et de respect des conditions de travail.
6. Prévention de la pollution et de l'utilisation efficiente des ressources sur les sites des projets et dans la chaîne d'approvisionnement et la promotion de l'efficacité des ressources naturelles.
7. Promotion de la santé et de la sécurité des communautés sur les sites du projet.
8. Recherche des moyens et des mesures pour éviter autant que possible les réinstallations involontaires (déplacements physiques et pertes économiques) en raison de l'acquisition de terres liées au projet et/ou des restrictions à l'utilisation des terres ou des ressources.
9. Prise en compte des besoins, des préoccupations, des aspirations et des rôles différenciés des hommes et des femmes, des populations et des communautés y compris les groupes vulnérables.
10. Examen et prise en considération des plans, politiques et programmes régionaux, provinciaux et communaux où sont situées les activités du projet.

Avant d'engager les activités du Compact sur le terrain, la Direction des PES de MCA-Morocco devrait avoir une bonne compréhension des risques, des avantages et des enjeux potentiels liés à ces activités. Les parties potentiellement concernées doivent être pleinement informées aussi bien des risques que des opportunités.

Les *due diligence* réalisées par MCC ont permis de catégoriser chaque activité du Compact et de mettre en exergue les risques et avantages environnementaux et sociaux potentiels et préliminaires associés.

La composante infrastructure des établissements scolaires de l'activité de « Education Secondaire » a été classée dans la « Catégorie B » qui n'est pas susceptible d'occasionner des impacts sociaux ou environnementaux négatifs majeurs, en raison de la faible ampleur des activités et travaux envisagés. Compte tenu de la nature et du nombre d'interventions restreintes planifiées en infrastructure, une Evaluation programmatique des impacts environnementaux et sociaux (EIES) sera réalisée. En outre, un cadre de politique de réinstallation des populations sera élaboré.

L'activité « Formation professionnelle » a été classée en « Catégorie D » car elle implique le financement de sous-projets par le biais du Fonds de la formation professionnelle « Charaka ». Tous

les investissements financés dans le cadre de cette activité seront examinés par rapport aux risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels. Ils seront gérés au cas par cas conformément aux procédures opérationnelles et arrangements institutionnels du Fonds qui seront établis.

D'autre part, l'activité « Foncier rural » est classée « Catégorie B » en raison des risques et des impacts environnementaux et sociaux potentiels qui devraient être relativement limités et qui peuvent être atténués par des mesures économiquement acceptables. L'évaluation accordera une attention particulière aux risques et aux impacts sociaux négatifs, et prendra également en compte les impacts environnementaux potentiels liés notamment à l'intensification agricole. Cette évaluation inclura un plan de restauration des moyens de subsistance.

L'activité « Foncier industriel », a été classée en « Catégorie A », en raison des risques et des impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels qui peuvent être divers, sensibles, et parfois difficilement réversibles. La zone d'influence de ces impacts pourrait se prolonger au-delà des limites des sites d'implantation des zones industrielles (ZI). Les études d'impact environnementales et sociales programmatiques (EIEPS) et les plans de gestion environnementale et sociale qui seront développés pour chaque nouveau site ou site à réhabiliter intégreront les résultats du Plan d'action de réinstallation cadre (PAR). Des plans d'action de réinstallation spécifiques pour chaque site concerné seront préparés quand c'est requis et un plan d'engagement des parties prenantes sera développé pour chaque site.

L'activité « Foncier industriel » vise, par ailleurs, à améliorer la planification et la gestion des zones industrielles en prenant en considération la gestion des déchets, des eaux usées et la promotion de mesures d'efficacité de ressources associées à des interventions de production rentables et plus propres.

Le fonds pour les zones industrielles durables (FONZID) a été classé en « Catégorie D ». Les exigences environnementales et sociales requises pour bénéficier de ce fonds seront décrites dans le manuel de gestion de ce fonds. Ces mesures seront adaptées à la nature et à l'importance des activités qui seront soumises au financement.

L'activité « Gouvernance du foncier », pourrait être classée en catégorie C, en raison de la nature des actions qui y sont prévues et de leurs étendues et portées stratégiques (Stratégie nationale de la gouvernance foncière et du plan d'actions y afférent). Cette activité offre une opportunité pour intégrer et hisser les considérations environnementales et sociales tel que stipulé dans la Loi-cadre portant charte nationale de protection de l'environnement et du développement durable.

Le tableau qui suit récapitule les principaux risques, enjeux et opportunités potentiels identifiés à ce stade d'évolution du Compact :

Activités	Impacts / Risques/enjeux négatifs	Impacts positifs
Foncier industriel		
Occupation du sol	- Réinstallations potentielles et/ou pertes économiques subies par des populations affectées par le projet	Valorisation de la ZI et des parcelles - Amélioration des conditions de production, de vie des travailleurs et de sécurisation des biens.
Travaux de revitalisation / Densification extension des Zones industrielles	- Perturbation des activités dans les ZI et manques à gagner liés cette perturbation (travaux) ; - Pollution de l’air/ ressources en eaux de surface et souterraines/déchets dangereux accidents de travail.	Amélioration des conditions de fonctionnement de la ZI, sa productivité, conditions environnementales et sociales avantageuses (meilleures qualités des rejets liquides, gestion des déchets solides, meilleures accessibilité et circulation dans la ZI)
Infrastructures hors site (ponts, STEP, adduction eau et électricité)	- Perturbation de la circulation et transport, drainage et qualité des ressources en eau, occupation du sol.	Amélioration de la circulation en général, de l’accessibilité, de la sécurité et des rejets liquides des zones industrielles.
Fonds des zones industrielles durables (FONZID)		Aide à la mise à niveau et à la conformité environnementale et sociale et à la promotion et adoption des règles de bonnes pratiques Environnementales et sociales.
Foncier rural : Melkisation		
Melkisation	- Modification et/ou perturbation des rapports et configurations socioéconomiques d’une catégorie d’exploitant ayant droit ou ayant acquis un droit d’exploitation des collectivités ethniques - Réinstallions et pertes économiques des PAP (Acheteurs et locataires non ayants droit). - Détérioration de la situation des groupes vulnérables suite à la mise en œuvre du projet.	Sécurisation de la propriété par la production des titres de propriétés individuels des exploitations Soutien de l’élan national pour le rétablissement des droits des femmes pour l’accès aux parcelles leur revenant de droit(héritage) ; - Maximisation des retombées positives du projet sur les populations cibles (stabilité de la propriété, investissement sécurisé, liberté d’effectuer les transactions, droit d’héritage pour les hommes et les femmes, etc.).
Gouvernance du foncier		
Stratégie nationale de la gouvernance du foncier		- Intégration des considérations environnementale et sociales pour la durabilité du foncier.
Formation professionnelle / Education		
Formation professionnelle / Education	- Perturbation des activités pendant les travaux - Gestion des déchets ménagers, dangereux et rejets liquides	Amélioration des conditions de formation et de renforcement des capacités des jeunes à l’accès aux emplois

Afin d'approfondir l'analyse des risques, des enjeux et des opportunités environnementales et de proposer les mesures requises pour en assurer la gestion efficiente, des études d'évaluation environnementales et sociales des projets sont d'ores et déjà programmées et budgétisées. Ces études aboutiront à des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) qui seront adoptés. Les principales dispositions de ces PGES seront intégrées dans le SGES.

6.2 Engagement des parties prenantes et gestion des doléances

Information et engagement des parties prenantes

La participation des parties prenantes n'est pas un événement ponctuel, mais plutôt un processus qui doit être engagé tout au long du cycle de vie des projets du Compact. La diffusion des informations pertinentes vise à informer les communautés affectées et les autres parties prenantes concernées de l'objectif, de la portée, de l'échelle et du calendrier de réalisation du projet. Le but ultime est de permettre aux communautés concernées et aux autres intervenants d'exprimer leurs points de vue et de proposer des suggestions éclairées qui peuvent améliorer la conception, les conditions de réalisation et/ou le calendrier de réalisation du projet. Les informations communiquées aux parties prenantes devraient être présentées de la manière la plus appropriée pour le public cible, en tenant compte des particularités des différents contextes, de la langue et du niveau de formation.

Pour les projets qui impliquent des activités ou des investissements au niveau communautaire, l'engagement des parties prenantes est essentiel au stade de la conception de ces projets afin d'intégrer leurs préoccupations, de minimiser les impacts négatifs et de maximiser les opportunités. Des consultations avec des catégories représentatives de la collectivité, des institutions impliquées, des dirigeants et des groupes vulnérables devraient être menées. Les principales conclusions de ces consultations devraient être documentées et prises en considérations dans le processus de prise de décision concernant le projet. Les mécanismes de recueil et de gestion des doléances, quant à eux, seront développés et mis en œuvre.

Les activités de consultation des parties prenantes devraient associer les entités locales représentatives. Cette démarche requière l'identification des groupes cibles et des personnes ressources et la sélection du lieu et de l'approche pour mener à bien les consultations. D'autre part, les consultations avec les parties prenantes devraient également capitaliser sur l'expérience dont disposent les ONG locales et les conclusions des études antérieures. Une attention particulière sera accordée aux femmes, aux groupes vulnérables et ce, conformément aux normes de performances de la SFI et à la Politique genre de MCC.

Cette approche devrait aussi permettre de :

- Assurer une représentation suffisante des femmes et des groupes vulnérables dans les processus consultatifs ;
- Organiser des réunions de consultation séparées avec les femmes et/ou les groupes vulnérables plus particulièrement s'ils sont sous-représentés ou passifs ;
- Procéder à des évaluations sexo-spécifiques pour documenter les critères et l'état de référence par sexe et identifier des indicateurs permettant de mesurer les changements concernant le statut des femmes et les relations hommes/femmes (en particulier en ce qui concerne l'utilisation et l'accès aux ressources naturelles) ;
- Comprendre les priorités et les besoins des femmes et des groupes vulnérables.

A l'issue de ces différentes investigations, des plans d'engagement des parties prenantes (PEPP) et un mécanisme de gestion des doléances seront développés et mis en œuvre pour chaque activité et ce, conformeront aux exigences légales et réglementaires nationales et aux normes de performances de la SFI.

Plan d'engagement des parties Prenantes (PEPP)

Le PEPP identifie, entre autres, toutes les parties prenantes liées au projet (institutions publiques ou privées, associations ou/et représentant des populations ou des groupes de population, notamment les femmes, et les parties pouvant exercer une influence sur le projet, etc.). Ce document identifie les enjeux qui y sont liés et les actions devant être entreprises et les conditions de leur réalisation. Les PEPP(s) spécifiques seront régulièrement actualisés en fonction de chaque phase de développement de l'activité concernée.

Systèmes de gestion des doléances

Avant d'entamer la phase de réalisation des projets du Compact, des procédures doivent être élaborées et mises en place pour recevoir, traiter et répondre aux doléances des communautés et des autres parties prenantes affectées par le projet. Ces procédures de gestion des doléances peuvent combiner des moyens électroniques et conventionnels et devraient être activement liées aux processus de consultation des parties prenantes. Ces procédures comprennent :

- Des méthodes/mécanismes permettant aux particuliers ou aux organisations de transmettre verbalement et/ou par écrit leurs doléances ou leurs inquiétudes concernant les activités du projet ;
- Des procédures à suivre pour que les responsables de la mise en œuvre enregistrent et documentent les griefs et les doléances exprimés ;
- Des mécanismes pour examiner, réviser les procédures et prendre des mesures appropriées pour traiter les doléances ;
- Des mécanismes visant à transmettre une réponse officielle aux parties externes (y compris la source des griefs/doléances).

Ces procédures ne doivent pas faire obstacle aux droits de recours légal et réglementaire en vigueur au Maroc.

Dans les cas où il est nécessaire de communiquer davantage avec les groupes communautaires locaux, MCA-Morocco devrait respecter les mécanismes existants de gestion des doléances.

Etat d'avancement des activités liées au PEPP

Projets Compact	Activités réalisées ou en cours
Melkisation	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des parties prenantes, - Elaboration du Plan d'engagement des parties prenantes préliminaire, - Les premières réunions plénières de consultation publique et des focus groupes ont été organisées. - Examen en cours des systèmes de doléances des Ministères de l'Intérieur, de l'Agriculture et des systèmes coutumiers de règlement des conflits. - L'analyse des écarts entre ces systèmes et les normes de performances de la SFI correspondantes sera réalisée à l'issue des investigations en cours. - La Conception d'un système de gestion des doléances qui tient compte de l'existant et qui comble les écarts avec les exigences du Compact sera réalisée en fonction des résultats obtenus.
Foncier industriel/ FONZID	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des parties prenantes réalisée, - des missions continues et périodiques de communication sont en cours avec l'autorité locale, les associations des zones industrielles et les populations potentiellement affectées par les projets. - Les termes de références relatifs à la réhabilitation des zones industrielles : études des infrastructures environnementales et sociales incluent notamment l'élaboration des PEPP/SGD. - Lors de la conception du FONZID, les consultations effectuées ont intégré les parties prenantes publiques, privés et la société civile.
Education /Formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des parties prenantes réalisée et le Plan d'Engagement des Parties Prenantes est en cours de préparation. - Les termes de références relatifs à la réhabilitation et extension des établissements secondaires et de formation professionnelle (études des infrastructures, environnementales et sociales) incluent notamment, l'élaboration des PEPP/SGD.

6.3 Programme de Gestion Environnemental et Social

Le SGES contiendra un programme de gestion environnementale et sociale qui inclut entre autres les plans d'actions suivants :

- Plan d'engagement des parties prenantes ;
- Plan de renforcement des capacités de MCA-Morocco et ses partenaires ;
- Les PGES/PAR(s) ;
- Plan de surveillance environnementale et sociale ;
- Plan de gestion des risques ;
- Plan de réponse aux situations d'urgences ;

- Plan de suivi des budgets relatifs au PGES/PAR ;
- Plan d'audit interne ;
- Plan de gestion documentaire ;
- Plan de clôture ;
- Et autres plans si requis.

Ces différents plans permettent (i) d'assurer le suivi et la supervision environnementale et sociale de toutes les activités du Compact (ii) de mettre en exergue les principales exigences légales, réglementaires et normatives applicables et d'identifier les enjeux environnementaux et sociaux qui y sont liés et les mesures à prendre (iii) d'identifier les parties prenantes et les actions à entreprendre ainsi que les moyens humains et les ressources financières requises pour sa mise œuvre. Ces plans sont régulièrement alimentés à partir des données issues du terrain et consolidées au niveau du MCA-Morocco.

Chaque unité de gestion, appuyée par une assistance technique, assurera le suivi de la mise en œuvre de l'activité relevant de ses attributions, établira des rapports périodiques faisant ressortir l'état de conformité, les écarts constatés et les mesures de mitigation préconisées. Chaque unité de gestion adressera ces informations à la direction des performances environnementales et sociales (PES) au niveau de MCA-Morocco dans la forme et les délais qui seront définis ultérieurement.

6.4 Suivi de la conformité, rapports d'évaluation du SGES

Au cours de la phase de mise en œuvre du Compact, les performances environnementales et sociales seront communiquées au COS. Les gestionnaires des projets sont responsables du suivi régulier et de l'établissement de rapports d'évaluation de la conformité du programme de gestion.

MCA-Morocco, avec l'assistance technique de l'ESOC, établira un système de suivi et d'évaluation du SGES et des indicateurs de performances environnementales, sociales et budgétaires. Ces indicateurs permettront d'apprécier l'état d'avancement des programmes de gestion environnementale et sociale et d'identifier les actions prioritaires à engager.

Ces indicateurs permettront également de documenter l'état de référence (sur les composantes environnementales et sociales), de vérifier périodiquement l'évolution des performances environnementales et sociales des activités, du coût des mesures engagées et de s'assurer de l'atteinte des objectifs escomptés ; et le cas échéant de proposer des mesures additionnelles appropriées.

Par ailleurs, MCA-Morocco élaborera et entretiendra un site Web qui permettra aux personnes autorisées de soumettre et d'examiner les rapports. Ce site permettra également au public d'avoir accès aux informations sur les politiques et les performances environnementales et sociales et sur les principaux enseignements tirés.

Le programme de gestion environnementale et sociale sera évalué annuellement par MCA-Morocco/MCC lors de la revue de direction sur la base des rapports périodiques et annuels de l'ESOC. Les recommandations de cette revue de direction seront intégrées au niveau du programme de gestion actualisé.

7. MISE EN ŒUVRE DU SGES-CADRE

7.1 Responsabilités des parties, Procédures et modalités d'approbation

Le Directeur des PES sera chargé de veiller à ce que tous les investissements respectent les directives du SGES. Le directeur des PES rend compte au Directeur général de MCA-Morocco en sa qualité de responsable de la mise en œuvre de la politique environnementale et sociale du Compact.

Le directeur des PES doit s'assurer que tous les directeurs de projets ont bien assimilé le contenu du SGES et leurs responsabilités y afférentes pour sa mise en œuvre. A ce titre, le Directeur des PES est responsable de l'élaboration des outils de soutien, du système d'information et des modèles de rapports pour appuyer la mise en œuvre du SGES. Il collabore avec le Directeur de l'inclusion sociale et genre pour l'intégration de ces aspects dans les mesures de sauvegarde et d'atténuation.

Les Directeurs des activités « Gouvernance », « Foncier rural », « Foncier industriel », « Education secondaire », « Formation professionnelle » et « Emploi » sont chargés d'institutionnaliser le SGES-cadre dans l'organisation de leurs projets respectifs y compris les organismes tiers ou les Cabinets mandatés pour la maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux.

Le Directeur des PES et les Directeurs de projets affectent un ou plusieurs membres du personnel à la mise en œuvre des exigences du SGES et peuvent recruter des consultants pour appuyer la mise en œuvre, le suivi et la rédaction des rapports de suivi. Le Directeur des PES doit soumettre un rapport sur les performances environnementales et sociales à MCC.

Lorsque des lacunes sont relevées, MCC peut prendre les mesures nécessaires pour assurer la conformité. MCC a également le droit de regard sur les allocations financières requises pour appuyer la mise en œuvre du SGES.

Les révisions du SGES peuvent être initiées sur proposition du Directeur des PES au Directeur général de MCA-Morocco qui demande ensuite la «non objection» à MCC et ce, conformément au processus d'approbation.

7.2 Démarrage du SGES

Le directeur des PES veillera à ce que toutes les parties concernées maîtrisent suffisamment bien le SGES et sont en mesure de le mettre en œuvre. Ainsi, une fois que le SGES est élaboré par le MCA, le directeur des PES doit élaborer un plan de déploiement/communication pour sa mise en œuvre.

Ce plan, devrait préciser les moyens requis pour la mise en œuvre du SGES pour les nouvelles organisations et les personnes impliquées dans les activités du MCA dès le début de leur engagement.

Le plan, peut souligner la nécessité d'élaborer des lignes directrices ou des outils pour aider à la mise en œuvre du SGES. Le plan peut également identifier les besoins en formation, en particulier pour les parties prenantes au niveau territorial, qui devraient être impliquées dans la collecte d'informations, le suivi et/ou les consultations liées au SGES.

7.3. Structures en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre du SGES

Pour l'élaboration et la mise en œuvre du SGES, les structures suivantes sont appelées à collaborer et assumer les tâches qui leur incombent.

- MCC compte parmi ses structures, la direction des performances environnementales et sociales qui veille au respect des performances, des normes et des exigences en la matière. Cette direction assure l'assistance technique et la supervision des performances auprès des partenaires bénéficiaires des fonds. MCC a collaboré avec MCA-Morocco pour l'élaboration du présent SGES-Cadre et procédera à sa validation dans une étape ultérieure.
- Le Conseil d'orientation stratégique oriente, valide et supervise le Programme et reçoit régulièrement des rapports d'exécution et peut au besoin demander la révision du SGES. Ce Conseil a pris acte de ce document lors de sa session du 24 mai 2017.
- MCA-Morocco, le Directeur général, en tant que premier responsable du SGES, élabore et soumet le SGES-Cadre au Conseil d'Orientation stratégique pour en prendre connaissance et à MCC pour non objection.
- La Direction des PES est la structure opérationnelle responsable de l'élaboration du SGES et de sa mise en œuvre avec l'appui du consultant chargé de la supervision des aspects environnementaux et sociaux (ESOC).
- L'Unité de Gestion du Projet (UGP) est une entité désignée pour assurer le suivi régulier d'une activité du Compact. Les UGP sont dotées de coordonnateurs chargés du suivi des performances environnementales et sociales de l'activité concernée et de la mise en œuvre des dispositions contenues dans le SGES qui relèvent de leurs responsabilités.
- Les Bureaux d'Etudes et de conseil (BET) engagés pour la réalisation des études environnementales et sociales dans le cadre du Compact sont tenus de mobiliser l'expertise confirmée en termes des normes de performances environnementales et sociales, notamment celles de la SFI.

Renforcement des capacités

Les personnes affectées à la mise en œuvre du SGES devront disposer de capacités professionnelles appropriées pour assumer leurs rôles et responsabilités respectifs. Une des compétences essentielles à mettre en évidence dans le processus de recrutement est l'expérience dans la mise en œuvre des systèmes de gestion environnementale ou des programmes de responsabilité sociale. Si le personnel du MCA-Morocco manque de compétences sur le SGES, le Directeur des PES devra : (i) s'assurer que l'équipe bénéficiera d'une formation appropriée, et/ou (ii) engager des consultants experts en gestion environnementale et sociale afin d'entreprendre des tâches spécifiques et d'encadrer MCA-Morocco pour atteindre le niveau de compétence requis.

Le renforcement des capacités en matière de SGES et des normes SFI est programmé dans le cadre du contrat de l'ESOC. Cette formation bénéficiera autant au MCA-Morocco/UGP qu'au Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable et au besoin à d'autres parties prenantes impliquées dans le projet.

7.4 Examen périodique et révision du SGES

Le SGES est un système dynamique dont la mise en œuvre implique l'engagement du MCA vis-à-vis des communautés locales directement affectées par le projet, des organisations chargées de la mise en œuvre et d'autres parties prenantes (organisations gouvernementales et non gouvernementales et les groupes de femmes).

Le SGES doit être réexaminé périodiquement et les performances environnementales et sociales de toutes les activités doivent être documentées.

Une partie indépendante externe doit analyser les domaines où des écarts ont été observés. La mise à jour du SGES peut requérir la révision : a) des processus et des procédures ; b) de l'organisation et c) des rôles et des responsabilités. Ceci peut concerner la nature des procédures, la répartition des rôles et des responsabilités entre les différentes parties prenantes et/ou la cohérence entre le niveau des exigences et la portée des risques/enjeux. Les révisions doivent répondre aussi aux suggestions ou aux demandes des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du SGES. Le Directeur des PES, en étroite coordination avec le directeur de l'inclusion social et genre, examineront la pertinence de la révision des procédures, des exigences et des rôles et responsabilités.

8. PREPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE

Le Directeur des PES devrait initier l'élaboration des procédures d'intervention d'urgence. L'objectif est de faire en sorte que MCA-Morocco soit prête à répondre aux situations d'urgence associées aux projets et ce, pour prévenir et atténuer les dommages potentiels.

Les procédures de préparation et de réponse aux situations d'urgence sont pertinentes pour les projets de MCA-Morocco, surtout pour l'activité « Foncier industriel » et dans une moindre mesure pour les autres activités (« Foncier rural », « Formation professionnelle », « Education secondaire » et « Gouvernance du foncier »). Le système d'intervention et de préparation aux situations d'urgence, une fois élaboré, sera intégré au SGES. Ce système devrait traiter les situations d'urgence qui peuvent se présenter dans les zones industrielles telles que : les incendies, les explosions, les pollutions accidentelles et les accidents graves de travail.

Les procédures de préparation et d'intervention d'urgence préciseront les rôles des différents partenaires publics et privés aussi bien au niveau local/régional qu'au niveau national, pour intervenir en situation d'urgence. Les moyens de coordination existants ainsi que les équipements et les ressources humaines à déployer doivent être décrits. Cette section du SGES comprendra également une partie qui sera consacrée aux catastrophes naturelles potentielles (tremblements de terre, inondations, ...) et aux mesures d'intervention en conséquence.

Le personnel de MCA-Morocco travaillant au niveau central ou local, les entités de mise en œuvre ainsi que les Cabinet de consultants engagés dans les projets devraient être sensibilisés aux mesures de sauvegarde à adopter face aux situations d'urgences. Un Plan spécifique sera élaboré à cet effet et intégré au niveau du SGES.

ANENEXES

ANNEXE 1 : Consistance des projets du Compact

Le deuxième programme de coopération (Compact) conclu entre le Gouvernement du Maroc et Millennium Challenge Corporation (MCC) vise à adresser deux contraintes majeures à la croissance économique et à l'investissement privé identifiées au terme de l'étude sur l'analyse des contraintes à la croissance économique au Maroc, à savoir la faible qualité du capital humain et la faible productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce Compact II s'élève à 450 millions de dollars et sera dédié au financement de deux grands projets : « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ». Le Compact devrait bénéficier à 2,2 millions de personnes durant les 20 prochaines années. A ce budget, s'ajoutera une contribution du Gouvernement du Maroc de l'ordre de 67,5 millions \$ au minimum (15% de la contribution américaine).

Le Compact est composé de deux projets structurants à savoir : « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

1. Projet « Education et formation pour l'employabilité »

Doté d'une enveloppe budgétaire de 220 millions de dollars, le projet « **Education et formation pour l'employabilité** » a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes marocains, à travers l'amélioration de la qualité et de la pertinence des apprentissages et la garantie de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

Ce projet est composé de trois activités, à savoir « l'éducation secondaire », « la formation professionnelle » et « l'emploi ».

a. Activité « Education secondaire » (112,6 millions \$)

L'objectif général de l'activité « Education secondaire » est d'accroître l'employabilité des jeunes marocains, en améliorant la qualité et la pertinence des apprentissages et l'équité d'accès à l'enseignement secondaire (collèges et lycées).

Conçue en parfait alignement sur la nouvelle vision stratégique 2015-2030 de réforme du système d'éducation et de formation au Maroc, l'activité « Education secondaire » est structurée autour de trois principales composantes :

- **Développement d'un « modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire »**, en vue d'améliorer l'efficacité et la performance de ces établissements en s'appuyant sur le levier du "Projet d'établissement intégré" (PEI) en tant qu'outil élaboré de manière participative et visant l'amélioration des apprentissages et des résultats scolaires.

Cette composante sera déployée dans près de 100 collèges et lycées, répartis sur trois régions représentatives du Nord, du Centre et du Sud du Royaume (Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès et Marrakech-Safi). Ces régions ont été choisies selon un ciblage fondé sur les besoins en termes d'éducation, les indicateurs de pauvreté, ainsi que sur les opportunités économiques et d'emplois offertes.

Dans ce cadre, chaque établissement cible bénéficiera, dans le cadre d'une approche contractuelle, d'un appui intégré qui portera sur le renforcement de son autonomie de gestion administrative et financière, la promotion d'une pédagogie centrée sur l'élève et l'amélioration de l'environnement physique des apprentissages par des réhabilitations adéquates de l'infrastructure et par la fourniture d'équipements nécessaires à l'innovation pédagogique.

Il est prévu également, dans le cadre de cette composante, un renforcement des capacités des Académies régionales d'éducation et de formation (AREF) et des directions provinciales concernées pour assurer un meilleur pilotage et coordination de la mise en œuvre de l'activité « Education secondaire ».

- **Renforcement de l'« évaluation des acquis et du système d'information "Massar" ».** Il s'agit, pour l'essentiel, d'appuyer les actions entreprises par l'Instance Nationale d'Evaluation et le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle en vue de pérenniser et d'améliorer le Programme National d'Evaluation des Acquis (PNEA) et de préparer la participation du Maroc à l'évaluation internationale PISA (Program for International Student Assessment) de l'OCDE.

En ce qui concerne le système d'information "MASSAR", cette sous-composante intègre une action relative au renforcement des capacités des acteurs au niveau des différents paliers central, régional, provincial et local (établissement) dans le but d'asseoir une politique de l'éducation orientée par l'information fiable issue du système d'évaluation.

- **Développement d'une « nouvelle approche d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires ».** Il est question au niveau de cette composante de développer, par le biais de l'assistance technique, une nouvelle approche d'entretien et de maintenance préventive et curative des infrastructures et des équipements scolaires, définissant clairement les rôles et les responsabilités des acteurs concernés. Cette approche intègre de nouvelles formes de partenariat avec le secteur privé, ainsi qu'une meilleure planification en la matière.

b. Activité « Formation professionnelle » (80,42 millions \$)

Cette activité a pour objectif le développement et l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et le renforcement des liens entre l'offre et la demande en compétences, à travers les deux composantes suivantes :

- **La mise en place d'une offre de formation professionnelle tirée par la demande du secteur privé :**

Il s'agit de créer un fonds dédié au financement de projets visant (i) la création ou l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariat public-privé ("**PPP**") et (ii) la reconversion de centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion traditionnel piloté par le secteur public en un modèle tiré par la demande du secteur privé.

Cette composante s'appuie sur les expériences pilotes initiées par le gouvernement marocain dans le cadre de l'accompagnement des différentes stratégies de développement des secteurs porteurs (Industrie, Energies renouvelables, etc.), à travers la création d'instituts à gestion déléguée dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé et dont le modèle de gouvernance préconisé permet de passer d'un mode de gestion classique basé sur l'offre à un mode tiré par la demande du secteur privé.

- **L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle :**

Cette composante vise à appuyer les acteurs publics et privés concernés par la formation professionnelle dans l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle. L'objectif escompté est d'améliorer la qualité du système de la formation professionnelle et sa capacité à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes populations cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

Cet appui a pour objectif également de renforcer l'implication du secteur privé dans la gouvernance et la gestion du système de la formation professionnelle à tous les niveaux d'intervention (national, sectoriel, régional et local) et en particulier au niveau des centres de formation et dans tous les modes de formation (résidentiel, apprentissage, alterné et formation continue). Il vise également à assurer une cohérence d'ensemble du système de la formation professionnelle, surtout en ce qui a trait à la définition claire des rôles et des responsabilités des différents acteurs, ainsi que la mise en place des mécanismes d'évaluation des performances comme base d'allocation des financements.

Dans le cadre de cette composante, il est prévu aussi l'organisation de conférences annuelles sur les avancées de la formation professionnelle. Ces conférences constitueront des espaces d'échange et de partage d'expériences et de bonnes pratiques tant au niveau national qu'international.

C. Activité « Emploi » (27 millions \$)

Cette activité, qui a pour objectifs d'améliorer l'observation du marché du travail et la promotion de l'emploi inclusif, s'articule autour des sous activités suivantes :

Appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail : L'appui à apporter consiste à élaborer et à affiner l'architecture globale et intégrée du dispositif d'observation du marché de l'emploi et sa mise en œuvre en se basant sur l'existant (les structures, les supports de collecte des données, les études et recherches, les mécanismes et outils, etc.) et sur des investigations complémentaires ou nouvelles pour combler les lacunes d'informations et de les intégrer dans un système statistique unifié et cohérent. L'objectif escompté de cette sous activité est d'améliorer la visibilité du marché du travail et de mieux éclairer la prise de décision, par les pouvoirs publics et les partenaires socio-économiques, dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la régulation du marché du travail. Cette sous activité sera menée selon une approche partenariale avec les acteurs clés impliqués dans la production d'informations sur l'offre et la demande de travail et les utilisateurs de ces informations, tels que les institutionnels impliqués dans la gestion du marché du travail, les organisations socioprofessionnelles, les opérateurs publics et privés dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, les organismes d'intermédiation, les entreprises, les chercheurs d'emploi, etc. L'amélioration du dispositif d'observation permettra d'appuyer le rôle de l'Observatoire National du Marché du Travail en tant qu'interface entre les utilisateurs et les producteurs d'informations relatives à ce marché et d'assurer une coordination efficace des politiques de promotion de l'emploi et de régulation du marché du travail, menées par le Gouvernement et appuyées dans leur mise en œuvre par les parties prenantes.

Le financement basé sur les résultats FBR pour promouvoir l'emploi inclusif au profit des femmes inactives et des jeunes chômeurs à risque essentiellement dans les zones urbaines et péri-urbaines. Il s'agit de procéder à la mise en place et/ou à l'amélioration de mécanismes de paiement basés sur les résultats pour les prestations et programmes visant l'insertion professionnelle de cette catégorie de

population. Deux types d'appui sont prévus : (i) une assistance technique à l'ANAPEC pour lier le paiement des prestations rendues dans le cadre du programme « Taehil » aux performances réalisées (notamment le renforcement de capacités, l'amélioration des outils de gestion, la révision des manuels de procédures, etc.) et (ii) un financement des programmes et des prestations d'accompagnement à l'insertion des femmes et des jeunes en difficultés par des opérateurs privés ou des associations, en partenariat avec l'ANAPEC selon un manuel de procédures.

L'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail, y compris les prestations d'insertion des jeunes et des femmes en difficulté dans le cadre du Compact. Les objectifs recherchés sont de promouvoir la culture de l'évaluation d'impact en tant qu'outil d'aide à la prise de décision publique (basée sur des faits établis) et de faire progresser les travaux d'évaluation d'impact liés à la performance des programmes de promotion l'emploi et des politiques de régulation du marché du travail au Maroc. Le financement sera fourni aux projets sélectionnés dans le cadre d'appels à travaux de recherches relatifs à la réalisation d'évaluations d'impact rigoureuses des programmes et/ou politiques de l'emploi et du marché du travail, sous l'encadrement d'un partenaire de recherche scientifique de renommée internationale et en partenariat avec une institution publique (Observatoire national du marché du travail) et ce, en vue d'exploiter les résultats desdites évaluations pour alimenter, en informations et analyses pertinentes et actualisées, le processus de prise de décision en matière de politiques de l'emploi et du marché du travail.

L'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel en vue de réduire les discriminations fondées sur le genre en milieu professionnel qui font que les femmes quittent leurs emplois prématurément et de promouvoir la participation de la main-d'œuvre féminine dans les secteurs et les entreprises touchés directement ou indirectement par le Compact. Cette composante consiste à apporter une assistance technique portant sur le renforcement des capacités des institutions (MTIP, organisations socioprofessionnelles) en vue de promouvoir l'équité genre sur les lieux de travail (Initiative "Trophée de l'Egalité Professionnelle") et d'assister les entreprises potentiellement candidates à ce trophée en leur fournissant l'expertise requise pour la réalisation d'audits genre.

2. Projet « Productivité du foncier »

L'ambition du projet « Productivité du foncier » est de développer de nouveaux modèles pour l'action de l'Etat afin d'accroître la productivité du foncier et l'attractivité de l'investissement privé, grâce à la mise en œuvre des trois activités suivantes :

a. Activité « Foncier Industriel » (127 millions \$)

L'activité « Foncier industriel » vise à lever la contrainte relative à la difficulté d'accès à ce foncier en introduisant une nouvelle approche en matière de développement et de revitalisation des parcs industriels, tirée par la demande et privilégiant le partenariat public privé (PPP).

A cet effet, des réformes systémiques seront initiées dans le cadre de cette activité et auront trait à la fois aux aspects institutionnel et juridique, ainsi qu'à l'adoption d'une approche intégrée en matière de planification, de développement, de revitalisation et de gestion des espaces d'accueil industriel.

Il sera procédé également à la revitalisation/extension de deux zones industrielles à Bouznika et Had Soualem et au développement d'une nouvelle zone industrielle à Sahel Lakhayta selon la nouvelle approche. Les sites devant abriter ces zones ont été identifiés sur la base d'un ensemble de critères, dont essentiellement la demande, l'impact économique, la viabilité financière, la surface mobilisable et l'absence de risques majeurs.

En plus des zones industrielles pilotes financées par MCC, un fonds des zones industrielles durables « FONZID » sera mis en place, conjointement avec le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie numérique (MIICEN). Ce fonds permettra de soutenir d'autres initiatives privées ou publiques favorisant le nouveau modèle de gouvernance et de durabilité des zones industrielles, tiré par la demande.

Enfin, un Centre d'expertise pour le développement du foncier industriel sera créé et sera appelé à appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre de cette nouvelle approche, notamment à travers:

- la réalisation d'études de marché et le développement d'une stratégie à long terme en relation avec le foncier industriel ;
- la mise en place d'un système d'information géographique relatif à l'offre du foncier industriel ;
- le renforcement des capacités du MIICEN en matière de développement des zones industrielles, ainsi que celles des autres parties prenantes, telles que les autorités locales ;
- la dissémination des meilleures pratiques en matière de développement des zones industrielles et ce, sur la base des expériences réussies ;
- l'accompagnement du MIICEN dans l'élaboration d'une nouvelle loi sur les espaces d'accueil industriel ;
- la supervision de la réalisation de projets pilotes en vue de tester et d'améliorer la nouvelle approche en matière de développement et de revitalisation des zones industrielles.

b. Activité « Foncier rural » (33 millions \$)

L'activité « Foncier rural », portant sur la melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation, consiste en la transformation de la propriété dans l'indivision de ces terres en propriétés individuelles au profit des ayants droit, de façon à garantir aux exploitants de ces terres les conditions de sécurité et de stabilité nécessaires au développement des investissements et à la dynamisation du marché foncier en facilitant les transactions foncières.

Pour ce faire, il sera procédé à l'élaboration d'une nouvelle procédure efficiente et optimisée en termes de coût et de délai pour la melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation. Cette nouvelle procédure sera testée à titre pilote sur près de 46.000 ha au niveau de la région du Gharb. Par la suite, et sur la base de l'évaluation des résultats de cette expérience pilote, l'application de cette nouvelle procédure serait étendue à l'ensemble des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation.

Pour imprimer une dynamique conséquente à ce processus de melkisation, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a appelé, dans Son Message adressé aux participants aux Assises nationales sur la politique foncière de l'Etat et son rôle dans le développement économique et social, organisées les 8 et 9 décembre 2015, à « des efforts concertés pour faire aboutir l'opération d'appropriation, au profit des ayants droit et à titre gracieux, des terres collectives situées à l'intérieur des périmètres d'irrigation ».

Pour maximiser les retombées de l'opération de melkisation, des mesures d'accompagnement sont envisagées. Elles portent sur la facilitation de l'accès aux crédits bancaires pour la réalisation des investissements et la valorisation des terres melkisées, le renforcement des capacités des agriculteurs et la conception et l'expérimentation d'outils facilitant la sortie de l'indivision.

c. Activité « Gouvernance » (10,5 millions \$)

L'activité « Gouvernance du foncier » consiste en l'apport d'un appui au gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie nationale foncière visant à mieux articuler l'action des différents

gestionnaires des domaines de l'Etat et à renforcer la coordination entre les différents intervenants dans le secteur du foncier.

L'objectif escompté est d'assurer la dynamisation du marché foncier en s'appuyant sur la facilitation de l'accès des investisseurs au foncier, la modernisation de l'arsenal juridique régissant le secteur foncier et la simplification des procédures de mobilisation du foncier.

Cette activité consiste en l'apport d'un appui au gouvernement dans :

- l'élaboration d'une stratégie nationale foncière et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation par tous les acteurs ;
- la mise en œuvre des actions prioritaires prévues par le plan d'action préconisé.

ANNEXE 2 : Aperçu sur le cadre légal et réglementaire national afférent aux évaluations environnementales et sociales & Normes de performances de la SFI (non exhaustif).

Normes de performance sollicitées	Principales loi et règlements nationaux applicables
- Norme de Performance 1 : Évaluation et Gestion des risques et des Impacts Environnementaux et Sociaux	- Dahir n° 1-03-59 des 12 mai 2003 portant promulgations de la loi n° 11-03 : protection et mise en valeur de l'environnement - Dahir n° 1-14-09 du 4 jourada I 1435 (6 mars 2014) portant promulgation de la Loi-cadre n° 99-12 portant Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (B.O. n° 6240 du 18 jourada I 1435 - 20 mars 2014).
- Norme de Performance 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail	Dahir n° 1-03-60 du 10 mai 2003 portant promulgation de la loi n° 12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement et textes d'application - Dahir n° 1-03-61 portant promulgation de la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air.
- Norme de Performance 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution	-Dahir n° 1-06-153 du 22 novembre 2006 portant promulgation de la loi 28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination. - décret n° 2-07-253 portant classification des déchets et fixant la liste des déchets dangereux - décret n° 2-14-85 du 20 janvier 2015 relatif à la gestion des déchets dangereux
- Norme de Performance 4 : Santé, Sécurité et sécurité Communautaires	Loi sur la protection des sols
Norme de Performance 5 : Acquisition de terres et réinstallation involontaire	- Dahir n° 1-81-254 (11 rejev 1402) portant promulgation de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire (B.O. 15 juin 1983). - Décret n° 2-82-382 (2 rejev 1403) pris pour l'application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire, promulguée par le dahir n° 1-81-254 du 11 rejev 1402 (6 mai 1982) (B.O. 15 juin 1983).
- Norme de Performance 6 : Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes	Dahir n° 1-95-154 du 16 août 1995 portant promulgation de la loi n° 10-95 sur l'eau. - Dahir n° 1-16-113 du 10 août 2016 portant promulgation de la Loi 36-15 sur l'eau.
- Norme de Performance 8 : Héritage culturel	- Dahir 1.69.30 du 25 Juillet 1969 relatif au lotissement et la melkisation des terres collectives - Nouvelle constitution marocaine adopté le 1 ^{er} juillet 2011, notamment l'article 19. - Loi portant sur la charte communale de 1976 et Loi modificative - Dahir n° 1-15-83 du 7 juillet 2015 portant promulgation de la loi organique n° 111-14 relative aux régions

ANNEXE 3 : Organigramme

Organigramme de MCA-Morocco

